



Lundi 6 juillet 2026

Pour nos conditions de vie et de travail, nous n'attendrons pas 2027 !

Mardi 7 juillet, la justice dira si Marine Le Pen peut ou non être candidate à la prochaine élection présidentielle. De 2004 à 2016, son parti avait détourné au moins 3,2 millions d'euros en faisant rémunérer certains de ses salariés par les fonds parlementaires de députés européens. En cas de confirmation de son inéligibilité, Le Pen sera remplacée par son poulain, Jordan Bardella, et ce sera blanc bonnet et bonnet blanc.

L'extrême droite : un ennemi mortel pour les travailleurs, une option comme une autre pour la bourgeoisie

Quelle que soit sa candidate ou son candidat, le Rassemblement national (RN) est bien un ramassis de politiciens désireux de profiter du système et d'en être les gestionnaires.

Les travailleurs et travailleuses n'ont pas à accorder la moindre confiance à ceux qui veulent les diviser en fonction de leur nationalité, de leurs origines ou de leur couleur de peau. Le projet raciste, nationaliste et répressif du RN est un poison mortel pour la classe ouvrière.

Mais il n'a pas besoin d'être au pouvoir pour que des pans entiers de son programme aient été mis en place par des gouvernements, de droite comme de gauche. Nous n'avons rien à attendre des autres partis bourgeois, ou des institutions créées par et pour les capitalistes. Celles-ci ne permettront jamais d'améliorer notre sort, pas plus que de faire barrage à l'extrême droite ni à tous nos ennemis.

Une chose est sûre : si nous ne nous en mêlons pas, les problèmes que rencontrent les classes populaires passeront à l'as et on ne nous servira que du blabla sur des sujets aussi creux que ceux qui les tiendront.

Nous faisons tout tourner, à nous de décider !

Durant la dernière canicule, comme au début de la crise du Covid, il a fallu que nous nous débrouillions tout seuls – la réponse des patrons à la chaleur intenable a été de nous proposer... des bouteilles d'eau, et de nous menacer si nous refusions de continuer à travailler ! Dans de nombreuses entreprises, les salariés ont décidé d'arrêter la production, comme à Stellantis Poissy, ou ont fait valoir collectivement leur droit de retrait.

Dans certaines écoles et établissements scolaires, les salariés ont à juste titre refusé d'accueillir les enfants dans des fournaies.

Pour les salaires rongés par l'inflation, contre les licenciements et suppressions de postes, face aux fermetures de classes dans l'éducation ou à la saturation des services hospitaliers, ce sera à nous de faire que cela occupe la place publique : aucun des principaux candidats à la présidentielle n'en parlera, parce que le rôle auquel ils se destinent est de faire tourner la machine capitaliste au profit de ceux qui, justement, nous imposent les bas salaires et licencient, nous condamnant au chômage et des régions entières au marasme.

Faisons entendre notre voix

Les problèmes des classes populaires ne se retrouvent au centre des débats politiques que lorsque notre colère explose : les politiciens font alors mine de découvrir les conséquences sur nos vies de leur politique. Alors, ça ne remplacera pas nos luttes, mais c'est justement pour parler haut et fort des conditions de travail et de vie des classes populaires, pour porter cette nécessité de nous regrouper, de défendre nos intérêts en ne comptant sur aucune autre force que celle de l'action collective, seule à même d'imposer dans le débat les sujets qui concernent réellement les travailleurs et travailleuses, que le NPA-Révolutionnaires sera présent à l'élection présidentielle de 2027.

Nos porte-paroles, Selma Labib, conductrice de bus, qui sera notre candidate, et Gaël Quirante, postier licencié pour activité syndicale, utiliseront chaque tribune pour mettre les conditions de vie et de travail des classes populaires au centre du débat politique, affirmer qu'il faut en finir avec le capitalisme et que c'est aux travailleur(se)s de diriger la société !

La direction voudrait amputer nos revenus !

Avec le passage à une équipe début novembre, la direction refuse d'expliquer ce qu'elle va faire de la prime de d'équipe. Ça fait des mois qu'elle le prépare et elle n'aurait pas réfléchi à la question ? On sent surtout qu'elle veut nous la voler. On n'a jamais demandé à passer à une équipe, ça c'est le problème de la direction, pas le nôtre : nous serions doublement pénalisés.

Quels que soient nos horaires, hors de question de perdre un centime !

Se faire craindre comme à PSA Rennes

À PSA Rennes, en juin 2015, après l'annonce d'un passage à une équipe, les salariés avaient multiplié les débrayages pour maintenir leur salaire. Ça a culminé avec un débrayage de 800 salariés le 2 juin 2015. Au final la direction a capitulé.

À Poissy il faudra réagir de la même manière : stoppons tous le travail ! Imposons de garder 100 % de notre prime d'équipe !

Travaillons moins, travaillons tous !

La direction annonce 300 suppressions de postes pour novembre. Elle va s'attaquer aux salariés sous-traitants du site. Elle va pousser à aller en déplacement – mais pour quel poste au retour à Poissy ? – et à aller dans de nouveaux secteurs comme la Casse Auto et la Ligne Moteur. Mais ça ne représente que 90 postes et pour combien de temps ?

Stellantis a fait 300 millions de profits en 3 mois, elle a largement les moyens de garder tout le monde à son poste. Partageons le travail ! Non aux suppressions de postes chez Stellantis ou chez les sous-traitants !

Manipulations, attaques immédiates et futures

Comme sur le sort de la prime d'équipe, la direction ne dit rien de précis sur les horaires à partir de novembre et sur la nouvelle répartition des postes. Comment s'organiser ? Pour éviter la contestation, prévoit-elle l'annonce des mauvaises nouvelles juste avant les vacances ?

Seule certitude : il va falloir se battre contre elle pour garder nos postes, dans de bonnes conditions, avec maintien du salaire. Et on n'oublie pas que la direction prépare surtout le vidage généralisé du site pour 2027-2028. Organisons-nous pour lutter !

La Peinture au bout du rouleau

À la Peinture, les pannes bloquantes de plusieurs heures s'enchaînent. Tant mieux, on se repose. Le patron lui s'inquiète de ses centaines de voitures produites en retard et du surcoût.

Il ne peut s'en prendre qu'à lui-même. Au lieu d'investir dans les installations et le personnel, il a préféré nous bassiner pendant des années avec son projet de « nouvelle Peinture »... qui n'était que du vent, un prétexte pour ne rien dépenser.

Chasse aux handicapés

En un mois, la direction a licencié 3 handicapés. Comme les autres handicapés virés ces derniers mois, elle a décrété sans aucun fondement qu'il était impossible de leur trouver un poste sur notre site. Elle a encore plein d'autres salariés en restriction médicales dans son viseur.

Elle s'attaque aux plus fragiles, mais elle a aussi bien l'intention de s'attaquer à tout le monde. Alors unissons-nous pour nous défendre !

Priorité à notre santé

Cette semaine, la canicule revient. Il nous faut plus de pause, une baisse de la cadence, des horaires moins longs voire des annulations de séances (sans perte de salaire). Avec le débrayage du secteur des Portes il y a deux semaines, les salariés ont imposé qu'on ne coupe pas en deux leurs pauses et ont fait peur à la hiérarchie. La direction ne comprend que le rapport de force.

Le bon sens en action

Montage, secteurs POM et GAV, équipe B, les salariés ont mis la pression à la hiérarchie pour qu'une trappe de plafond qui laissait passer le soleil soit refermée. Face à la solidarité des salariés, les chefs ont obéi rapidement. Bien joué !

Mort au travail pendant la canicule

À Stellantis Mulhouse, jeudi 25 juin, en pleine canicule, un chauffeur espagnol sous-traitant qui arrimait les voitures sur la plateforme de son camion, a fait une chute de 4 mètres. Âgé de 59 ans, il est mort deux jours plus tard.

Les conditions de travail de ces chauffeurs sous-traitants ou de Stellantis sont dures (climatisation de cabine souvent en panne, pression pour livrer à temps, semaines de 6 jours à parcourir la France en dormant la nuit dans son camion, horaire à rallonge...). Déjà il y a un an sur le site, devant le quai de déchargement logistique, un chauffeur est mort d'une crise cardiaque dans sa cabine.

La direction est irresponsable de faire travailler ces salariés, comme d'autres, dans de telles conditions, et encore plus un jour de canicule avec des voitures à charger où il fait plus de 50°C à l'intérieur. On vient à l'usine pour gagner sa vie pas pour la perdre !

Massacre à la tronçonneuse... pour plus de profits

Selon les médias, Volkswagen ne veut plus seulement supprimer 50 000 comme prévu mais 100 000 avant 2030 : 15 % des effectifs mondiaux, surtout en Allemagne, où 4 usines seraient menacées de fermeture. Les patrons pleurent sur leurs difficultés : Volkswagen n'a fait 6,9 milliards de profits en 2025 contre 12,4 en 2024... Il serait donc urgent pour eux de casser l'emploi pour augmenter la rentabilité.

Un monde de dingue !